GLASUL MINORITĂȚILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } IX. OCTOMVRIE / OCTOBRE / OKTOBER 1931. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 10

Von Bukarest bis Konop.

Von: **Dr. Elemér Jakabffy.**

Wir bezweifeln keinen Augenblick, Herr Lafontaine, Präsident des belgischen Senates werde den plumpen Angriff, der ihm in Bukarest zuteil wurde, mit einer ruhigen Herrengeste erledigen. Er wäre kein Staatsmann, nicht der würdige Vertreter einer ernsten Weltanschauung, würde er lautes Klagegeschrei anstimmen, wo doch nur er selbst körperlichen Angriff erlitt, keineswegs aber die von ihm vertretene Idee.

Es interressiert diesen vornehmen Belgier auch nicht sonderlich, ob seine Attentäter bestraft werden, oder nicht, er soll ja selbst gebeten haben, diese „weniger Wohlerzogenen" ungeschoren zu lassen. Doch glauben wir kaum, „so schöne Erinnerungen sich ihm auch an unser Vaterland knüpfen", er werde der ganzen Welt verkünden, hier so grosse Freiheit bezüglich der Meinungsäusserung angetroffen zu haben, wie das in seinem Vaterlande nur als selbstverständlich und natürlich befunden wird.

Denn unzweifelhaft hat Herr Lafontaine – sowie alle jene Politiker, die uns mit ihrem Besuche beehren, – in jener „Loge" wegen deren Besuch die Ohrfeigen fielen, vielerlei gehört und auch anderwärts, bis er nicht auf Einladung des guten alten Stefan Pop-Cicio zur Weinlese nach Konop kam.

Bei dieser Lese sprach man wahrscheinlich nur von der „guten alten Zeit."

Doch Verzeihung! Wir wollen damit keineswegs dem hochgeehrten alten Herrn Pop-Cicio Unannehmlichkeiten bereiten. Sehr geehrter Herr Staatsanwalt von Klausenburg, bitte uns nicht falsch zu verstehen, so wie die Worte Hexners, nicht, als hätte der alte Herr unter der „guten alten Zeit" die guten ungarischen Zeiten gemeint.

So ungeschickte Worte sprach nur der Redner des schwäbischen Gauamtes in Nagykároly gelegentlich des jüngstvergangenen Ministerempfanges, als er, hingerissen vom schwungvollen Moment, die vielen Kulturschöpfungen der „glücklichen ungarischen Zeiten" lobte.

Pop-Cicio sprach sicherlich nur von jener „guten alten Zeit", als er als Abgeordneter in Budapest die Interparlamentarische Union davon zurückhielt, ihre Sitzungen in Budapest abzuhalten, „wo jene, die Minderheitsnationen unterdrückenden Tyrannen residieren" und von den „guten alten Zeiten", dass er, gemeinsam mit Vaida-Voevod „nicht gegen bukarester Wanzen, sondern budapester Tieger kämpfte", denen Vaida im Parlament den grossartigen Vers vorlas:

Vergebens alles, alles, bist verloren
Rechtbeugendes asiatisches Gesindel!
Durch zehn Jahrhunderte schmarotzt ihr hier,
Das Land ausraubend, gierig wie Hyänen.
Wir litten viel. Das bleibt uns unvergessen,
Denn „tine minte" sagen wir Rumänen.

Denn das waren wirklich schöne Zeiten! Dazumal sahen die Halboffiziellen der Regierung keine antinationale Tätigkeit in der Handlung eines griechisch-katholischen Oberpriesters, dass er in seinem Hirtenbriefe den ungarisch-sprechenden Geistlichen seines Kirchendistriktes empfahl, die Predigtenbücher eines römisch-katholischen Pfarrers zu gebrauchen, und kein königlicher Staatsanwalt verfiel darauf, es als Sünde zu beurteilen, wenn man das eine Volk des Landes leben lässt.

Nun aber, diese „guten alten Zeiten" sind vorbei. Die „Logen"-Besucher werden geohrfeigt, wer die ungarischen Zeiten erwähnt, den sperrt man ein, der rumänische Bischof, der das katholische Predigtenbuch empfiehlt, wird als Nationsverräter gebrandmarkt, und das Bild, welches einen Széklerrock darstellt, reisst man als „agitatorisch" von der Wand herunter.

Wie wir aus Obigem sehen, trat an die Stelle dieser guten alten Zeit die neue, welche in Paris im Jahre 1919 geschaffen wurde, wobei im internationalen Vertrag geschrieben steht, dass „jene rumänische Staatsbürger, die einer Rassen-, Religions- oder Sprachsminderheit angehören, *rechtlich* und *tatsächlich* dieselbe Behandlung und dieselben Garantien geniessen, wie die übrigen Staatsbürger."

Discours de M. Théodore Tocheff

représentant de la Minorité Bulgare en Roumanie au VII. congrès des Minorités nationales.

Monsieur le Président, Messieurs !

Tout d'abord je tiens à faire avec beaucoup de plaisir la constatation que nos anciens camarades, les Catalans, sont cette fois aussi parmi nous. Ils fournissent la preuve éclatante que les minorités nationales ne peuvent pas être effacées ; leurs succès sont une preuve de ce que les Minorités peuvent réaliser lorsqu'ils ont des fils dévoués et prêts â tous les sacrifices. Vivent les Catalans !

Presque tous les représentants des minorités nationales au dernier congrès ont déclaré, que les peuples européens sont prêts à collaborer à la stabilisation et à l'amélioration de l'état moral de l'Europe et d'apporter leur concours pour l'élimination des difficultés actuelles. Les minorités nationales sont animées de tels sentiments, avant tout, parce que ce sont elles qui les premières éprouvent les répercussions fâcheuses de l'état actuel. Leurs intérêts se confondent avec l'intérêt européen général. Toutes les minorités ont été unanimes à féliciter l'idée de faire reposer les rapports internationaux sur la justice et l'équité envers tous ; elles étaient prêtes à collaborer à leur assainissement moral, en attirant l'attention des milieux responsables sur les défauts et les tâches du régime des minorités dans certains pays.

On l'a dit du haut de cette tribune qu'il y a certains pays où cette négation de justice et d'équité envers les minorités est pleine de graves conséquenses, non pas uniquement pour le sort de ces minorités, non seulement sur les relations des Etats voisins, mais aussi sur l'état moral de l'Europe elle-même. Le redressement de l'Europe doit être précédé nécessairement par la réalisation effective d'un minimum de justice envers toutes les minorités, par l'acceptation réelle, comme une vérité quotidienne, et non seulement à figurer dans les discours solennels des hommes d'Etat responsables, de ce minimum, admis déjà en théorie et par les traités comme nécessaire et obligatoire pour la plupart des Etats.

On a rappelé à cette occasion, qu'il était du devoir de chaque délégué, qu'il était du devoir du Congrès entier de le proclamer devant l'opinion publique, qu'il existe en Europe des pays où ce minimum de justice, ce standard minimal de droit est encore loin d'être réalisé. Lorsque moi aussi j'exprimais ces idées l'année dernière, je pensais naturellement tout d'abord au sort des minorités bulgares dans mon pays. J'étais prêt â produire de preuves à l'appui des idées ci-dessus exprimées, mais un règlement a „justifié" la censure de mon discours. Je constate avec une satisfaction toute particulière, que nous autres, les représentants des diverses minorités, nous pouvons enfin présenter des preuves sur le manque de justice et d'un traitement équitable envers nos frères. La mise à l'ordre du jour de la question sur la situation des minorités est un témoignage de l'importance qu'on accorde au problème.

Il y a trois ans, du haut de cette tribune, dotée d'un grand prestige par les efforts constants des minorités légalement organisées, j'ai eu l'honneur de vous saluer au nom de la minorité bulgare de la Dobroudja de Sud, prête à unir ses efforts loyaux aux vôtres, pour l'amélioration d'une situation qui n'est pas encore conforme aux traités pour les minorités.

L'année passée je suis venu ici comme représentant, également des Bulgares d'une autre province aujourd'hui roumaine, la Bessarabie, d'environ 400.000 âmes, eux aussi citoyens loyaux de la Roumanie. Aujourd'hui je parle aussi au nom d'autres citoyens roumains appartenant à la minorité bulgare, habitant la Dobroudja du Nord, et dont le nombre dépasse 100.000 âmes. Je me permets de rappeler ce que je disais il y a un an : il n'est pas loin le jour où nos délégués se présenteront ici au nom de plus d'un million de Bulgares, répandus dans les diverses provinces de la Roumanie, et y habitant en minorité loyale.

Il y a un an nous avions encore l'espérance que tous les éléments de la législation dans la Dobroudja du Sud, qui se sont si souvent prêtés aux critiques et qui ont tant contribué à mécontenter profondément la population, sont déjà passés dans le domaine de l'historie. Nous avions des motifs sérieux de croire que notre entrée dans la grande famille des minorités organisées coïncidera avec le dépôt d'un projet de loi qui effacera de la législation actuelle de la province tout ce qui sépa-

rait, qui mécontentait, qui éloignait la population minoritaire bulgare de la Roumanie de l'oeuvre créatrice et culturelle, à laquelle les minorités veulent contribuer. Du haut de la tribune parlementaire un chef du Gouvernement dans notre pays, avait solennellement proclamé sa ferme décision de faire oeuvre de justice, de tranquillisation et de sagesse, en éliminant de la législation du pays tout ce qui peut constituer un obstacle à la collaboration de tous les habitants dans la paix et dans le travail. Cet engagement solennel de mettre sur pied d'égalité la population minoritaire du pays avec les majoritaires visait à l'élaboration d'un statut des minorités, rédigé en conformité avec la loi fondamentale du pays et, espérons-le, aussi en conformité avec le droit et l'équité internationale.

En 1929 nous avions encore l'espérance de la mise en harmonie de la législation dans la Dobroudja de Sud avec la Constitution roumaine et avec la justice et l'équité. Mais depuis, nos espérances se sont avérées vaines. Non seulement que la loi de 1924 n'a pas été modifiée dans le sens promis et attendu par la population toute entière, mais on a créé d'autres dispositions exceptionnelles et contraires au principe des droits acquis. En vertu d'une loi exceptionnelle et contraire au droit visant la vérification de la propriété rurale, l'Etat roumain s'est injustement approprié plus de la moitié de la terre des habitants. La population fut presque ruinée par la perte de terre qu'elle a dû subir, par les frais énormes occasionnés par la vérification, par les impôts excessifs, par les amendes fréquentes et abusives auxquelles on la soumet, par les abus des autorités, etc. etc.; peu de temps encore: et cette population minoritaire laborieuse et loyale, autrefois aisée et même riche, sera complètement ruinée et réduite à la misère. Toute la terre qui lui reste encore sera bientôt accaparée par les usuriers sans pitié et par les colons abusifs.

Le Gouvernement entre 1928 et 1930 avait pris l'engagement solennel d'abroger ce que la législation sur la propriéte rurale contenait d'injuste et de confiscatoire. Mais l'intervention d'éléments irresponsables l'a fait abandonner son projet et par une loi du 7 Juillet 1930, tout en se donnant l'air de faire justice à la population minoritaire, il a encore une fois consacré la confiscation de ses terres, au profit de l'Etat et des colons. L'acte de justice en ce qui concerne les terres de la population

minoritaire bulgare dans la Dobroudja de Sud, se laisse encore attendre.

Sur la terre ainsi confisquée en vertu d'une loi arbitraire, on installe des colons roumains sans tenir compte des intérêts légitimes et des droits patrimoniaux légitimement acquis de la population minoritaire, et sans aucune règle. C'est l'arbitraire qui fait loi. La population minoritaire n'a aucune objection à faire quant aux droits de l'Etat roumain, de coloniser sur les terres lui appartenant. Mais elle est, à juste raison, épouvantée par la colonisation telle qu'on la pratique dans la contrée. Le colon accapare les terres qui lui plaisent, il s'empare des récoltes des habitants, il s'introduit dans leurs habitations. Il s'y installe et y habite en vrai maître depuis des années et il s'adonne à tous les abus que son bon plaisir et sa culture inférieure lui inspirent. Il soumet la population minoritaire à des brutalités, il l'assomme, il couvre de déshonneur sa fille ou sa femme, il assassine – tout cela impunément ou presque. La colonisation telle qu'on la pratique, a porté atteinte à tout ce que le minoritaire possédait de précieux et de cher. Le colon arrivait presque nu, sans ressources, sans inventaire, sans abri. Son installation s'est faite aux dépens de la population minoritaire. Devant les autorités impassibles se sont passées des violences et des injustices qui dépassent les horreurs et les conséquences d'une guerre civile. La population minoritaire a eu surtout à supporter les violences, les abus et les crimes d'un élément colonisateur, apporté par l'Etat des montagnes sauvages de la Macédoine aujourd'hui grecque les coutzovalaques, élément brutal, avide et privé de toute notion de culture et de respect pour les biens d'autrui.

Ce serait long d'énumérer les conséquences désastreuses de l'installation d'un tel élément colonisateur dans la Dobroudja du Sud. La vie de la population minoritaire est devenue un vrai martyre. Rien qu'au mois de juillet et d'août, de cette année, plusieurs habitants minoritaires, dont 3 turcs, ont été assassinés par les colons coutzovalaques. Un grand nombre de paysans minoritaires ont été dépouillés de leurs récoltes par les colons agissant de connivence avec les fonctionnaires de l'Etat, tandis que les autorités fermaient les yeux devant cet abus, inimaginable dans aucun autre pays en Europe.

Dernièrement, toujours sous le prétexte de régler la pro-

priété rurale dans la contrée, on y a entrepris la commassation des terres. Mais des abus sans nombre se greffent à cette entreprise, faite elle-même en vertu d'un règlement appliquable exclusivement dans cette contrée, chose interdite par les traités pour la protection des minorités. On prend aux paysans bulgares les bonnes terres et celles qui sont situées dans la proximité de leurs maisons, et on leur attribue des terres de mauvaise qualité et situées à grande distance. Les réclamations nombreuses sont presque toujours laissées sans aucune suite, dès que le plaignant est un minoritaire bulgare.

La situation des écoles de la population minoritaire bulgare dans la Dobroudja du Sud continue d'être exactement la même, telle qu'elle vous a été décrite par notre délégué bulgare en 1929. Pas une seule école dans les villages bulgares, tandis qu'il y en avait, lors de l'annexion de cette contrée à la Roumanie en 1913, un nombre de 276 écoles, avec 584 instituteurs et 22.000 élèves. Il n'y en a actuellement que 4 écoles dans les villes de la contrée, et pas une seule dans les villages. Tous les bâtiments des écoles bulgares dans les villes et les villages, leur mobilier et tous leurs biens de toute nature, ont été confisqués par l'Etat. A la place des écoles bulgares fermées, on a ouvert des écoles roumaines et les enfants des Bulgares sont astreints à les fréquenter. Or, la langue enseignante y est exclusivement le roumain. Voici pourquoi nos enfants ne savent plus lire et écrire dans leur langue maternelle, le bulgare. Dans toute la Bessarabie, sur une population bulgare d'environ 400.000 âmes, il n'y a pas une seule école bulgare; or, la langue et la consciense nationale de cette population sont purement bulgares. Les écoles, qui y furent ouvertes en 1918, ont eu une existence précaire: en 1921 – 1922 elles furent transformées en écoles roumaines. Dans la Dobroudja du Nord, sur une population bulgare d'environ 100.000 habitants, il n'y a qu'une seule école bulgare.

Presque la même chose est à dire pour les églises de la population bulgare en Roumanie. Elles sont roumanisées, leurs biens ont été confisqués par l'Etat roumain et les prêtres bulgars ont été remplacés par des prêtres roumains, officiant en langue roumaine, incompréhensible pour la population.

On peut dire que la population minoritaire bulgare dans la Bessarabie ainsi que dans la Dobroudja du Nord et du Sud

possède du moins d'écoles et d'églises en sa langue maternelle, qu'elle n'en possédait sous la domination rétrograde turque et russe, d'ici il y a plus de 50 ans.

Toute la population minoritaire bulgare en Roumanie espérait qu'avec l'arrivée au pouvoir du nouveau Gouvernement, constitué par le grand savant, M. le Professeur N. Iorga, jouissant d'une réputation mondiale, mettrait fin au régime exceptionnel, injuste, auquel elle est soumise. Cela d'autant plus qu'un des premiers gestes du Gouvernement nouveau fut la création d'un sous-secrétariat pour les Minorités. Mais la déception ne s'est pas faite attendre. Au moment presque où le premier sous-secrétaire d'Etat pour les Minorités, Monsieur le Dr. Rudolf Brandsch, un des initiateurs de nos Congrès et de notre mouvement, prenait possession de sa charge, on a fait une violence inouïe sur la population minoritaire bulgare. Presque 90 % des électeurs bulgares ont été empêchés d'exercer leur droit de vote lors des élections générales parlementaires. Plus de 2000 électeurs ont été maltraités. On n'a pas épargné, même les vieillards de 70 ans! Presque tous les candidats, les délégués et les assistants dans les salles de vote ont été arrêtés, on a de force enlevé les cartes d'électeur et on a fait voter avec ces cartes les agents du Gouvernement. Les électeurs bulgares, gravement maltraités et brutalisés, ont été obligés de rentrer chez eux, sans pouvoir exercer leur vote.

Il m'est très agréable de faire la constatation qu'une entente entre les minorités en Roumanie, participant ici à notre Congrès en 1928, constituée par un procès-verbal signé le 30 Août 1828, prévoyant la collaboration sur le terrain culturel dans notre nouvelle patrie, procès-verbal portant la signature aussi de M. Rudolf Brandsch, aujourd'hui sous-secrétaire d'Etat pour les Minorités, a déjà porté ses fruits. Nous espérons que dans l'activité bienfaisante du nouveau sous-secrétariat d'Etat on n'oubliera pas la minorité bulgare, qui se trouve dans une situation exceptionnellement mauvaise. Nous espérons également que lors de la rédaction du nouveau projet de loi concernant l'instruction privé en Roumanie, ainsi que du Statut pour les Minorités, on tiendra compte des intérêts e des aspirations légitimes de la minorité bulgare.

C'est avec regret que je constate que nombre d'entre les délégués au Congrès précédents sont ajourd'hui absents d'ici

et que les Minorités qu'ils représentaient n'ont pas envoyé d'autres délégués. Cela doit nous donner à réfléchir et nous pousser à la recherche des moyens pour le rétablissement de l'ancien état de choses.

Dans un autre pays des Balkans, en Macédoine, habite une population dont le sort tragique constitue un problème minoritaire des plus graves. Il est pénible de le constater que les représentants de cette population, martyrisée à cause de son appartenance ethnique, pour des raisons de procédure que l'opinion publique pouvait interpréter comme un simple prétexte, n'ont pas été reçus l'année dernière et cette année parmi nous. J'estime que je me fais l'interprète de vos sentiments et des sentiments de l'opinion publique démocratique, en exprimant l'espérance que dans le plus proche avenir les représentants de toutes les Minorités siégeront dans notre milieu et réuniront leurs efforts à l'oeuvre de paix et de redressement, qui est le but de toutes les minorités européennes. Et j'espère également que la minorité bulgare de la Macédoine, appuyée par l'opinion publique avancée et par toutes les minorités organisées, jouira bientôt des droits qui sont aujourd'hui considérés comme un minimum nécessaire, devant précéder tout progrès et tout assainissement de l'Europe.

Je ne vois également parmi nous le si actif et ardent représentant de la minorité israélite de la Bulgarie. Aussi celui de Yougoslavie qui était annoncé, n'y est pas.

Enfin, Messieurs, en 1928 j'avais eu l'honneur de vous dire que je vois planer sur l'Europe toute entière une masse nébuleuse, pleine d'énergie potentielle et de force. Cette masse est prête à chaque instant à manifester une vie très intense. Il dépend de l'art de ceux qui dirigent les destinées de l'Europe, d'utiliser ces forces latentes ou de provoquer leur manifestation dans un sens contraire au progrès. Ces forces gisent dans l'âme des minorités nationales, soumises dans la plupart des pays, et surtout dans les Balkans, à une vie contraire à la justice.

Dans l'appel chaleureux qu'on adresse à l'Europe pour la constitution d'un Etat fédératif, on a omis de tenir compte de cette masse nébuleuse, dont la force et l'énergie potentielle s'accroissent chaque jour et chaque instant. Elle est même prête à partir en éclats. Les hommes d'Etat doivent se rappeler le

rôle décisif que ces masses ont joué dans le passé, même lorsqu'elles se trouvaient cantonnées dans un seul pays. Aujourd'hui ces multitudes mécontentes, constituées par les différents Traités de Paix, reconnues et organisées par les dispositions sur la protection des minorités, constituent une masse énorme, qui s'étend d'un bout à l'autre de l'Europe et qui est prête à obscurcir même le soleil. Refléchissez, Messieurs, si la fédération européenne rêvée est possible avant la réalisation au préalable de la fédération entre les minorités et les peuples majoritaires.

En pleine péninsule balcanique, dans son épine dorsale, une minorité nationale bulgare travailleuse, honnête, attachée à la loi et à l'ordre, avide de culture et de progrès, se trouve dans une situation excessivement difficile et contraire aux lois et à l'équité. Elle dépérit sous le poids d'injustices économiques, physiques et morales sans nombre. Je fais appel, du haut de cette tribune, en faveur de cette minorité et j'attire le plus sérieusement possible l'attention des facteurs responsables et compétents sur le fait, qu'une injustice trop grave est de nature à compromettre un régime et constitue une menace pour la paix et pour l'ordre établis.

Mes derniers mots:

Dans quelques pays peu nombreux, consacrés à la minorité bulgare en Roumanie, dans le „gros volume" sur la situation des minorités en Europe, j'ai renoncé, étant donné que c'est naturellement impossible d'énumérer les noms des citoyens roumains d'origine bulgare, qui ont été massacrés, maltraités, condamnés ou astreints à l'émigration depuis l'annexion du pays — seulement 18 années.

Ce sont les paroles sincères d'un citoyen roumain loyal qui habite là, parmi ses connationaux, dans la Dobroudja et connaît la situation réelle.

Die Nationalitäten in den Staaten Europas.

(Publikation der Lageberichte der Minderheiten).

Der diesjährige Kongress der organisierten europäischen Nationalitäten, der sich vom 29—31. August in Genf zum siebenten Male versammelte, hat ein besonderes Interesse erhalten dadurch, dass als wichtigster Punkt der Tagesordnung die Berichte über die Lage der verschiedenen Minderheiten verhandelt wurden. Dies sollte schon am Kongresse vom Jahre 1930 geschehen, doch sämtliche Lageberichte standen damals noch nicht zur Verfügung, die Verhandlung dieser so wichtigen Frage müsste daher auf den diesjährigen Kongress verschoben werden.

Nun stehen die Lageberichte vor uns. Ein grossangelegtes Werk: „Die Nationalitäten in den Staaten Europas", erschienen im Verlage des Sekretariats der Europäischen Nationalitäten-Kongresse enthält die Publikation der Lageberichte, die dem diesjährigen Genfer Kongresse vorgelegt wurde. Das Werk hat einen Umfang von 550 Seiten und enthält die Lageberichte von 40 verschiedenen Volksgruppen aus 14 Staaten und von 14 Völkern.

Diese Berichte beseitigen einen bisher sehr fühlbaren Mangel. Erst auf Grund dieser Berichte kann man sich über die Verhältnisse der Minderheiten ein ganz klares Bild machen. Es geschieht zum ersten Male, dass wir über die rechtliche und tatsächliche Lage der Minderheiten eine umfassende Zusammenstellung erhalten und zwar von der kompetenten Seite, von Seite der betreffenden Minderheiten.

Wir müssen daher dem Werk einen ausserordentlich grossen Wert beimessen und dessen Erscheinung als ein höchst wichtiges Ereignis des Minderheitenlebens bezeichnen. Dies können wir mit vollem Rechte tun, da es sich nicht um ein Propagandawerk handelt, die Publikation hat mit einer politischen Agitation nichts gemeinsames. Vollste Objektivität in der Darstellung und leidenschaftlose Mässigkeit im Tone kennzeichnen das Werk, was auch durch die gesamte Presse anerkannt wurde.

In der Reihe der diesbezüglichen Presseäusserungen dürfte ein Artikel des „Journal de Genève" von besonderem Interesse

sein. William Martin schreibt in diesem Blatt über das Werk wie folgt: „Die Vertreter aller Minderheiten, die regelmässig an dem Kongresse teilnehmen, haben die rechtliche und tatsächliche Lage ihrer Volksgruppen zusammengefasst dargelegt. Diese Berichte geben eine höchst eindrucksvolle Vorstellung von der gegenwärtigen Lage in Europa. Was bei dieser Publikation am meisten auffällt, ist die Objektivität und Mässigung des Tones. Sie hat nichts von einem Pamphlet an sich, niemand wird behaupten können, dass diese Publikation einer politischen Agitation in Europa dient. Das Gegenteil ist wahr. Es kann und wird ein Beitrag zur Lösung des Nationalitätenproblems sein."

Diese Äusserungen einer kompetenten neutralen Persönlichkeit vom hohen Ansehen dürfen als das beste Zeugnis für die hohe Bedeutung dieses Werkes gelten. Es kann daher das Werk allen, die sich um diese, für die Zukunft Europas so wichtige Frage interessieren, am wärmsten empfohlen werden. *A. v. B.*

Der Weltverband der Völkerbund-Ligen und die Minderheitenfrage.

Auf der letzthin in Perugia stattgehabten Tagung des Weltverbandes der Völkerbund-Ligen machte im Namen der deutschen Delegation – nach einem Bericht der „Kölnischen Volks-Zeitung" – Professor Prälat Dr. Schreiber zu dem Völkerbund-Verfahren bei Minderheitenbeschwerden insbesondere, die folgenden Ausführungen: In der Minoritätenfrage wird nicht nur von Minderheiten geklagt, dass das Völkerbund-Verfahren ein erschreckendes Bild der Unfruchtbarkeit darstellt. Die in Madrid 1928 besprochenen Reformen des Verfahrens werden, nach Auffassung vieler, ganz unzulänglich erfüllt. Man empfindet es als völlig unzureichend, wenn zur „Erledigung" der Bittschriften die trockene und kalte Büronotiz gehandhabt wird: „Übermittlung des Materials an die Rats-Mitglieder durch den Generalsekretär." Andere Bittschriften werden noch kühler, das heisst mit einem blossen Fragezeichen, behandelt ... Was notwendig wäre, ist eine dauernde Kommission für Minderheiten-Fragen, wie sie von der englischen Völkerbund-Liga auf der heutigen Tagesordnung

verlangt wird. Sie würde eine positive Auffassung der gesamten Minderheitenprobleme heraufführen. Es würde dann mehr und mehr vermieden, dass die Mehrheiten und Minderheiten in die Psychose von Gerichtsparteien gedrängt würden . . . Andererseits würde die beachtliche Arbeit der Europäischen Nationalitäten-Kongresse in einer permanenten Kommission fruchtbar gemacht . . Eine allgemeinere Lösung wäre anzustreben . . . Hinter solche Erwägungen hat sich vor kurzem auch das englische Unterhaus gestellt. Dort kritisierte Lord Dickinson die Prozedur und bezweifelte ernstlich, ob die Madrider Verbesserungen sich wirklich bewährt hätten. Der Völkerbund habe sich bisher nie mit einer allgemeinen Kontrolle über die Ausführung der Verträge befasst, wie sie im Tittoni-Bericht verlangt wird. Lord Dickinson hofft, dass der Vorschlag erneut aufgegriffen werde, nachdem Grossbritannien begonnen habe, aktiver in Minderheiten-Angelegenheiten hervorzutreten. Die Minderheiten seien in Wirklichkeit garnicht so irredentistisch und verlangten bloss, dass ihre Angelegenheiten wirklich untersucht würden. Soweit Lord Dickinson Würde eine ständige Kommission für Minderheits-Fragen beim Völkerbund geschaffen, so wäre das eine berechtigte Parallele zum Internationalen Arbeitsamt . . . .

In demselben Bericht heisst es weiter: Die holländische Delegierte Frau Dr. Bakker van Bosse, die wegen ihrer ruhigen objektiven Art und wegen ihrer eindringlichen Kenntnis der Völkerbundmaterie sehr geschätzt ist, brachte die Beschwerden über den Völkerbund noch schärfer zum Ausdruck, wenn sie bemerkte: „Les peuples commencent de se moquer de la Société des Nations . . .

Der Ruf nach einer Minderheiten-Enquête in der Union der englischen Völkerbund-Ligen.

Die Union der englischen Völkerbund-Ligen hat für die Tagung der permanenten Minderheiten-Kommission des Weltverbandes ein bemerkenswertes Memorandum fertiggestellt, in welchem, ausgehend von der bisherigen Entwicklung, die Pflichten des Völkerbundes zur Durchführung der in den Minderheiten-

schutz-Verträgen vorgesehenen Garantie der Rechte analysiert wird. Das Memorandum unterzieht die These des Adatci-Komitees, die seinerzeit in Madrid vom Rate nicht angenommen wurde, einer vernichtenden Kritik und gelangt zu den Schluss, dass der Völkerbund, entsprechend einer Anregung der Vollversammlung im Jahre 1922, sich nicht nur mit der Behandlung von Petitionen befassen sollte, sondern darüber hinaus, von sich aus Enquêten über die Lage der Minderheiten durchführen sollte. Das Memorandum schliesst mit den folgenden Worten: Bei dem gegenwärtigen System bleiben die Beschwerden solcher Minderheiten, die besonders der Hilfe bedürfen, aber in Anbetracht ihrer Furcht vor Repressalien nicht zu petitionieren wagen, unberücksichtigt. Die Tatsache, dass eine Minderheit keine Petition dem Völkerbunde übermittelt, bedeutet noch nicht, dass die Rechte derselben geachtet würden. Dieser bedauerliche Zustand könnte verbessert werden, wenn der Völkerbund, entsprechend der Anregung vom Jahre 1922, von Zeit zu Zeit eine „General-Enquête" durchführen würde. In den Memorandum ist der Vorschlag gemacht, dass die permanente Minderheiten-Kommission die in ihr enthaltene Proposition annehmen sollte.

Die II. Konferenz der Balkan-Staaten in Konstantinopel und die Minderheitenfrage.

Die Konstantinopeler Balkan-Konferenz nahm in ihrer Schlusssitzung eine Resolution an, in der die Minderheiten-Frage wie folgt erwähnt ist: Der Balkan-Rat wird dem Studien-Komitee ein Projekt über einen Balkan-Pakt vorlegen, in dem der Krieg in Acht und Bann und die Schiedsgerichtsbarkeit und gegenseitige Beihilfe von den Balkan-Völkern erklärt werden. Das Studien-Komitee wird sich auch mit der loyalen Durchführung der Friedens- und Minderheiten-Verträge beschäftigen.

Urkunden zu den Kämpfen im Schutze der Minderheitsschulen in Siebenbürgen.

1919–1929.

Verfasser: **Dr. Andreas Balázs**
Prälat-Domherr.

IX.

XVIII.

Gegenstand: **„Durchführung des Apponyi'schen Gesetzes."** [1]

Die staatlichen Unterrichtsfunktionäre und andere Funktionäre berufen sich, zur Begründung der gegen die ungarischen konfessionellen Schulen angewendeten unmöglichen Massregeln des langem und breitem auf das Apponyi'sche Gesetz, Apponyi'sche Verordnungen. Wie auch der Präfekt eines Komitates mit einer ganzen Administrations-Abordnung (den Gendarmerie-Offizier mit inbegriffen) eine Schulsperrung vollstrecken liess und dabei erklärte, sie alle seien nur unschuldige Vollstrecker der Apponyi'schen Verordnungen.

Eine ganze Flut von Plackereien, verletzenden Verfügungen trifft uns darum, weil nach Ansicht der Unterrichtsregierung die ungarischen Schulgesetze, hauptsächlich die Apponyi'schen es ihr zur Pflicht machen, uns, den heutigen Minderheiten das heimzuzahlen, was die ungarische Regierung der damaligen Minderheiten austeilte.

Nun wollen wir einmal mit dieser zum Vorwand benützten Streitsache abrechnen, welche man uns immer wieder vorwirft, so oft wir wegen der verletzenden Verfügungen Beschwerde führen.

Welche Verfügungen enthalten die ungarischen Gesetze bezüglich des Unterrichtes der Staatssprache, ungarischer Geschichte, Geografie, kurz der Nationalgegenstände? Gibt es darunter solche, die der heutigen Unterrichtsregierung das Recht zur Ausgabe der seitens der Minderheiten beklagten Verordnungen verschaffen?

Unsere Tagesblätter gaben öfters die Beschwerdepunkte der Verordnungen des Unterrichtsministers bekannt. Diese er-

[1] Dieser Artikel erschien in der Klausenburger Zeitung „Ellenzék" in den Novembernummern 1923 vom Verfasser dieser Zeilen.

regten in den Kreisen sämtlicher Minderheiten grosse Unruhe und obwohl die öffentliche Meinung sich dagegen empörte, schweben diese doch auch heute noch als Damoklesschwert über den Minderheitsschulen.

Diese Verfügungen sind in zwei Gruppen teilbar. Mit der einen schliesst die Regierung die andersgläubigen und die Privatschüler aus den konfessionellen Schulen aus. Mit der anderen beabsichtigt sie den Unterricht der rumänischen Sprache, rumänischen Geschichte und Geografie, sowie der bürgerlichen Rechte zu regeln.

Über erstere ist nicht viel zu sagen. Wir können kurz feststellen, dass diese Verfügung auf dem Gebiet der Schulgesetzgebung etwas ganz neues ist. Unter allen ungarischen Gesetzen besteht kein einziges, welches den konfessionellen Schulen die Aufnahme von Schülern anderer Religion verbieten würde. Im Gegenteil, der § 4 des G.-A. XXX von 1848 und die §§ 6 und 11 des G.-A. XXXVIII von 1868 verkünden geradezu die unbedingte Lehrfreiheit, indem sie die Aufnahme von Schülern jedweder Religion in jedwede Schule erlauben. Der § 15 des G.-A. XXX von 1883 aber sichert den konfessionellen Mittelschulen das Recht zur Aufnahme von Privatschülern.

Weder die ungarische Regierung, noch die Konfessionen haben niemals die Türen ihrer Schulen vor irgendeiner Konfession geschlossen. Dies ist auch von den übrigen Staaten Europas zu behaupten. Die ungarische Regierung hat in einigen Staatssubvention-Verträgen geradezu die Aufnahme andersgläubiger Schüler bedungen.

Die Anghelescu-schen Punkte der zweiten Gruppe sind für die Mittelschulen anders zu beurteilen als für die Volksschulen.

1. Die Sprachverordnung für die Mittelschulen schreibt vor, „in allen konfessionellen Mittelschulen mit Minderheitssprache ist in allen Klassen die rumänische Sprache und in den betreffenden Klassen die Geschichte, Geografie und die Verfassung des Landes ebenfalls rumänisch zu unterrichten".

Den auf den rumänischen Sprachunterricht bezüglichen Teil dieses ministeriellen Verordnungspunktes müssen wir von den auf die Nationalgegenstände bezüglichen trennen, um beide auf Grund der bestehenden Gesetze gründlicher Prüfung zu unterziehen.

Bezüglich des Unterrichts der Staatssprache in den kon-

fessionellen Mittelschulen verfügt Abschnitt 7 des ungarischen Gesetzartikels XXX von 1883 wörtlich: „Die Konfessionen bestimmen selbst die Unterrichtssprache der von ihnen erhaltenen öffentlichen Mittelschulen und insofern diese nicht die ungarische ist, sind sie verpflichtet, auch für den Unterricht der ungarischen Sprache und Literatur – als regelmässigen Lehrgegenstand – zu sorgen . . ."

Wenn der Mittelschulunterricht sich nach den bestehenden Gesetzen zu richten hat, – anders wäre es doch nicht möglich – so ändern sich in der Anwendung dieses Gesetzabschnittes nur die Worte, der Sinn kann aber nicht geändert werden. Das heisst, würden wir statt der ungarischen Sprache und Literatur die rumänische Sprache und Literatur in den Text aufnehmen, so wäre die heutige Anwendung des Gesetzes die, dass wir rumänische Sprache und Literatur in den Mittelschulklassen unterrichten müssen, doch nur in der VII. und VIII. Klasse in rumänischer Sprache, in den übrigen Klassen hätten wir die Freiheit, diese in der Lehrsprache der Schule zu unterrichten, also in Schulen mit ungarischer Unterrichtssprache ungarisch.

Was verordnet demgegenüber der Anghelescu-sche Punkt? Das Gesetz weit überholend, verordnet er einfach den rumänischen Unterricht der rumänischen Sprache in sämtlichen Klassen der Mittelschule. Damit übertritt er die Lehrsprache der Minderheitsschulen, deren Feststellung eben auf Grund dieses Gesetzabschnittes das Recht der Konfessionen ist.

Die Frage der Unterrichtssprache ist auch zu besprechen. Es ist eine ganz verschiedene Sache, einen Gegenstand in der Sprache der betreffenden Schule (in ungarischer Schule ungarisch) oder in einer von dieser verschiedenen Sprache zu unterrichten. Das Recht der konfessionellen Schule zu ihrer eigenen Unterrichtssprache besteht eben darin, alle Gegenstände, sogar auch die Sprachen aus Büchern in ihrer Muttersprache Verfasst, in derselben Vortragssprache unterrichten zu können. Anghelescu schmälert dieses Recht der konfessionellen Mittelschulen wesentlich.

Noch wuchtigeren Hieb versetzt der Minister auf die Unterrichtssprache der konfessionellen Schulen mit dem zweiten Teil des Verordnungspunktes, worin er den rumänischen Unter-

richt der Geschichte, Geografie und Verfassungslehre Rumäniens fordert.

Die ungarischen Konfessionen sind fest entschlossen, den ungarischen Jünglingen, schon im Interesse ihres eigenen Fortkommens, die rumänische Sprache je gründlicher beizubringen. Sie stellen dem rumänischen Unterricht der rumänischen Sprache und Literatur in den Mittelschulen keine Hindernisse entgegen, wenn dieser stufenweise in solchem Masse geschieht, wie dessen die Professoren und Schüler fähig sein werden. Der intensive Unterricht der rumänischen Sprache hat schon in den vergangenen Schuljahren begonnen. Dies mussten auch die staatlichen Schulbesucher anerkennen. Wie sollten wir nicht das vollkommene Können der Staatssprache für unsere Kinder erstreben, da wir sie doch selbst jedenfalls erlernen wollen. Das ganze Ungartum ist vom Drang befallen, die rumänische Sprache zu lernen. An Lehrkursen, auf privatem Wege, in Schulen lernt Alles rumänisch, und dies ist – wir wiederholen es – nur gut so.

Doch die Forderung, die rumänische Geschichte, Geografie und Verfassungslehre rumänisch zu unterrichten, geht weit darüber hinaus, was die Unterrichtsregierung von uns im Sinne unserer Gesetze verlangen kann. Kein einziger Abschnitt der bestehenden Mittelschulgesetze schrieb den nichtungarischen konfessionellen Mittelschulen den Unterricht von Geschichte, Geografie, (Verfassungslehre gab es bei den ungarischen Mittelschulen nicht) in ungarischer Sprache vor. Demgemäss besitzt der rumänische Unterricht von Geschichte, Geografie und Verfassungslehre in keiner Weise rechtliche Basis. Unsere Mittelschulen unterrichten diese Gegenstände ohnedies schon in ungarischer Sprache. Die Beibehaltung der ungarischen Unterrichtssprache ist schon wegen der Verdauung der Lehrgegenstände notwendig. Es ist unnütz zu betonen, dass der Schüler den Gegenstand in seiner Muttersprache gründlicher erlernt, als in einer anderen. Anghelescu's Verordnung schiesst über das Ziel. Er stellt die Professoren und die Schüler vor eine unmögliche Aufgabe und ist in hohem Masse geeignet, die Gemüter in beständiger Aufregung zu halten, wodurch den subalternen Unterrichtsfunktionären Gelegenheit zu fortwährendem Nörgeln gegeben wird. Diese Verordnung leidet übrigens auch an logischem Widerspruch. Sie schreibt den Professoren von Rumänisch und diesen Gegenständen das Ablegen von Befähigungsprüfun-

gen vor und zwar zwischen 15. August und 1. September nächsten Jahres und fordert dennoch schon jetzt den rumänischen Unterricht dieser Gegenstände. Darin ist das Eingeständnis dessen enthalten, dass man von unseren Professoren nicht die Kenntnis dieser Gegenstände fordern kann und sie sind dennoch zu unterrichten verpflichtet.

Die Forderung der Sprachprüfung von den Professoren ist ebenfalls ungemein rauh und entbehrt jeglicher Rechtsbasis. Die §§ 64 und 65 des Gesetzartikels XXX von 1883 schreiben solchen Professoren, die schon ein Professorendiplom besitzen, keine Sprachprüfung vor, sie setzen nur die Bedingungen der Professoren-Befähigung fest. Von solchen Professoren, die ihr Diplom erst erwerben wollen, wird auch das Können der Staatssprache gefordert. (Der ungarische Minister hat diesen zum Erlernen der ungarischen Sprache 10 Jahre Frist gegeben, Anghelescu will aber binnen eines Jahres die alten ebenso examinieren lassen, denen das Sprachenlernen nicht gelingt, wie die jungen, denen der ungarische Minister hiezu 10 Jahre Zeit liess).

Der § 3. des G.-A. XVIII von 1879 schreibt den Volksschullehrern zum Erlernen der ungarischen Sprache vom Inslebentreten des Gesetzes an 4 Jahre vor.

II. Die Punkte der ministeriellen Verordnung bezüglich der Elementarschulen bezeugen dieselbe Mentalität, wie die, welche die Mittelschulverordnungen zustandekommen liess. Die Verordnung will die rumänische Sprache in jeder Weise erzwingen. Wäre sie durchführbar, so würde die Muttersprache als Lehrsprache in den konfessionellen Elementarschulen notwendigerweise verdrängt oder in die engsten Schranken gewiesen.

Sehen wir nur, was von unseren Volksschulen gefordert wird: „In sämtlichen Minderheitsschulen soll in der I. und II. Klasse täglich eine Stunde rumänisch unterrichtet werden: rumänische Sprache (Lesen, Verstand-Übungen, Konzipieren), in der III. und IV. Klasse ist täglich zwei Stunden rumänisch zu unterrichten, rumänische Sprache, (Sprachlehre-Übungen, Lesen, Verstand-Übungen, Konzipieren), Geschichte, Geografie und Verfassungslehre des Landes". Das bedeutet so viel, als dass der Unterricht in unseren Elementarschulen, mit Ausnahme von Ungarisch und Mathematik rumänisch geschehen solle, – kurz, die Unterrichtssprache unserer konfessionellen Volksschulen sei stufenweise zu rumänisieren.

Der Schwerpunkt der Frage beruht nicht darauf, ob wir die rumänische Sprache in unseren Volksschulen unterrichten sollen oder nicht. Wir finden dies mehr oder weniger annehmbar, in unseren städtischen Schulen sogar in den höheren Volksschulklassen notwendig, aber nur von der III. Klasse aufwärts. Die ungarischen Konfessionen taten in dieser Hinsicht schon Verfügungen. In der I. und II. Klasse lernen die Kinder aber das Lesen und Schreiben ihrer Muttersprache mit schwerer Mühe, bei 6–7-jährigen Kindern ist es ein pädagogisches Unding eine andere Sprache zu lernen. Dies darf man nicht verlangen. Der Schwerpunkt der Frage ist dennoch der, dass laut Verordnung nicht nur die rumänische Sprache, sondern auch rumänische Geschichte, Geografie und Verfassungslehre rumänisch unterrichtet werden soll.

Diese, die Änderung der Unterrichtssprache in den konfessionellen Volksschulen nach sich ziehende Verordnung entbehrt jeglicher gesetzlicher Basis. Bei den bestehenden Gesetzen kann solches nicht angeordnet werden.

Die so viel erwähnten Apponyi'schen Gesetze, wogegen sich seinerzeit das ganze Rumänentum mit Vehemenz erhob, wünschten im Anschluss an den Unterricht von ungarischer Sprache, Geschichte und Geografie nie solches von den konfessionellen Volksschulen.

Apponyi wollte, von der Notwendigkeit der konfessionellen Schulung durchdrungen, deren Fortbestehen sichern und regelte darum die Bezahlung der Lehrer und die Beisteuer zu den Schulen mit Staatssubvention. Das Grundprinzip also, welches hinter seinem Gesetz verborgen ist, war eben die Unterstützung des konfessionellen Unterrichtes, ohne Rücksicht auf die Nationalität der konfessionellen Schule. Staatssubvention sei auch den Minderheitsschulen gegeben. Wie weit ist hievon Minister Anghelescu entfernt mit seinen rapsodisch erlassenen, verworrenen Verordnungen, deren uneingestandene, aber unverkennbare Absicht das Zugrunderichten des konfessionellen Unterrichtes ist. Wie weit sind wir, Minderheitskonfessionen Rumäniens von der Staatssubvention entfernt, über deren Wohlergehen Aussenminister Duca unentwegt dem Ausland Sand in die Augen streut!

Wir wiederholen, Apponyi wollte die Staatssubvention der konfessionellen Schulen regeln, er befasste sich mit der Sprachsfrage nur nebenbei und tat auch nichts anderes, als die in den

vorhergehenden Gesetzen, besonders die im Gesetzartikel XVIII vom Jahre 1879 auf den Unterrich der ungarischen Sprache bezüglichen Verfügungen hinsichtlich der Staatssubvention in einige Paragraphen zusammenzufassen.

Apponyi brachte sein grossangelegtes Staatssubventionsgesetz mit dem Gesetzartikel XXVII im Jahre 1907 unter Dach und wollte mittels dessen §§ 18, 19 und 20 für die nichtungarischen konfessionellen Schulen umfassende Verfügungen bezüglich des Unterrichtes der Staatssprache treffen. Laut § 18 dieses Gesetzes „ist die Verfügung des § 14 des G.-A. XLIV von 1868, demgemäss die Kirchengemeinden die Unterrichtssprache in ihren Schulen ihrem Belieben nach bestimmen können, derart zu verstehen, dass es ihnen frei steht, zum Unterricht entweder die Staatssprache, oder die Muttersprache der Kinder zu bestimmen, wobei im letzteren Falle natürlich die auf den Unterricht der ungarischen Sprache bezüglichen gesetzlichen Verfügungen unbedingt Giltigkeit behalten . . ." Den Unterricht der ungarischen Sprache ordnet der § 19 folgendermassen an: „in konfessionellen Schulen mit nicht ungarischer Unterrichtssprache, ob diese Staatssubvention geniessen oder nicht, ist in allen Klassen des täglichen Unterrichtes die ungarische Sprache in dem Masse zu unterrichten, dass die Kinder mit nicht ungarischer Muttersprache nach Beendigung des vierten Jahrganges ihre Gedanken in Wort und Schrift ungarisch verständlich ausdrücken können."

Vergleichen wir diesen Gesetzabschnitt mit der Anghelescu'schen Sprachsverordnung: Das Gesetz schreibt den Unterricht der ungarischen Sprache für die nichtungarisch-sprachigen Volksschulen nur im Allgemeinen vor, lässt aber der nichtungarischen Schule ausdrücklich ihre Unterrichtssprache. Die Anghelescu-Verordnung macht den Unterricht der rumänischen Sprache in rumänisch obligat, woraus hervorgeht, dass auch diese Lehrbücher rumänisch sein sollten, also die Unterrichtssprache rumänisch sein müsse. Wohl ist in der angeschlossenen Weisung des Apponyi'schen Gesetzes laut § 40 ebenfalls schon von der I. Klasse an der Unterricht der ungarischen Sprache vorgeschrieben, doch wurde diese Verfügung in den konfessionellen Schulen mit nichtungarischer Lehrsprache niemals durchgeführt.

Das ganze Gesetz war eher zur Anspornung für das all-

gemeine Kennenlernen der Staatssprache bestimmt. Wenn auch die konfessionellen Schulen wegen Nichtunterrichten der ungarischen Sprache gerügt wurden, so ist darum doch keine einzige gesperrt worden.

Die ministerielle Verordnung No. 72.000/1905. ist ein Schulbeispiel der Vorsicht, Rechtsachtung und Umsicht, womit die ungarische Regierung diese Frage behandelte. Diese Verfügung droht nicht sofort mit Schulsperrung. Der Schulinspektor oder Obergespan konnte nicht gleich auf die Schule losrücken, wie es heute die Revisoren und Präfekten tun, die Angelegenheit war auf dem Wege der kirchlichen Behörde zu behandeln, welche prüfte, ob der Lehrer ungarisch kann. Wenn er nicht ungarisch spricht oder zu lernen unfähig ist, wird für dessen Pensionierung gesorgt. Der Schule wird ein Verweis erteilt, auf Grund des regelrechten Vorgehens der Komitats-Administrations-Kommission — und nicht mit der Willkür eines Präfekten oder Revisoren — und die Schule kann auch nicht sofort gesperrt werden, wie das Anghelescu'sche Standrechtsverfahren es tut.

Den Unterricht der Geschichte und Geografie des Vaterlandes verordnet dieses Gesetz (§ 20) nur in den subventionierten Volksschulen und auch dort nur in der Sprache der Schule und nicht in der Staatssprache. Daraufbezüglich ist für die nichtsubventionierten Schulen gar keine Verfügung getroffen.

Wir können also getrost fragen: wo ist jenes ungarische Gesetz, welches Anghelescu und seine Unterrichtsfunktionäre ganz unvermittelt unseren Schulen gegenüber am schonungslosesten anwenden wollen? Welches ist jenes Gesetz, wonach sie den Unterricht rumänischer Geschichte, Geografie und Verfassungslehre in unseren Elementarschulen rumänisch fordern? Solch ein Gesetz besteht nicht und kann auch in Hinkunft nicht, bei Beachtung unserer Minderheitsrechte, gebracht werden.

Wir verheimlichen es nicht, dass wir die Sprachabschnitte der Apponyi-Verordnung als nicht geglückt betrachten samt den vorhergegangenen diesbezüglichen Volksschulgesetzen und Verordnungen, eben darum, weil in der Elementarschule von der I. Klasse an der Unterricht der Staatssprache gefordert wurde. Wir können keinerlei Gesetzgebung für richtig halten, welche den natürlichsten Rechten der Völker eine Zwangsjacke anlegt und sich der Gefühls- und Gedankenwelt eines beträchtlichen Teiles der Bevölkerung entgegenstellt. Das heiligste Ge-

fühl in den Tiefen der Volksseele ist jedenfalls dessen Anhänglichkeit zu seiner Muttersprache, also ist deren Recht dazu das heiligste Recht eines jeden Volkes.

Zur Entschuldigung der Apponyi'schen und der vorhergegangenen Gesetze mag gelten, dass von 1848, der Union Siebenbürgens mit Ungarn bis 1907 mehr als ein halbes Jahrhundert Zeit verging, währenddessen die Minderheitsbewohner des Landes sich der Staatssprache gemächlich bemächtigen konnten, ihre Schulen konnten sie zu dessen Unterricht einrichten. Also hatte das Lex Apponyi sogar nach grossrumänischer Auffassung 50-jährige Vergangenheit, und bewährte sich doch nicht, wie das Resultat bezeugt.

Wie langjährige Vergangenheit besitzt jedoch die Anghelescu'sche Verordnung? Seit Übernahme des Imperiums, resp. Ausspruch der Union ist das fünfte, seit dem Pariser Friedensvertrag erst das dritte Jahr vergangen und Anghelescu ist schon bei der Rumänisierung der Minderheitenschulen, was gleichbedeutend ist mit deren Vernichtung.

Wir sind keine Profeten, doch sagen wir ihm voraus, dass weder ihm, noch jemand Anderem dies gelingen wird, solange auf diesem Gebiete konfessionelle Minderheiten leben.

So sehen die Schulverordnungen Anghelescu's im Lichte der ungarischen Gesetze aus, deren scheinbar gegen uns sprechende Abschnitte, aber nur diese auf uns angewandt werden sollen, so oft auf unsere Schulen abgezielt wird. Dabei wird der Sinn der ganzen ungarischen Schulgesetze verdreht.

III. Beim Licht des historischen Rechtes zerrinnt die Anghelescu'sche Schulpolitik erst recht, wie der die Seelen bedrückende finstere Nebel im Sonnenschein.

Wir behaupten und bezeugen auch sogleich, dass diese Schulpolitik mit der, durch den Pariser Sondervertrag und durch die Karlsburger Resolution geschaffenen Rechtlage unvereinbar ist.

Der Pariser Sondervertrag entstand aus der Auffassung der Entente-Mächte, die Minderheitsvölker des alten Österreich-Ungarn wären unterdrückt gewesen, diese müssen also befreit werden, doch in der Weise, dass die neuen Minderheiten der auf diese Art zustandegekommenen Nachfolgestaaten die weitestgehenden Rechte und Freiheiten geniessen sollten. Über die Richtigkeit oder Unrichtigkeit dieser Voraussetzung wollen wir

kein Wort verlieren. Die Nachfolgestaaten, als sie zu riesigen Gebieten des gewesenen Reiches gelangten, hatten gewisse Verpflichtungen bezüglich der Minderheitsvölker des neuen Gebietes zu übernehmen. Das Einhalten dieser Verpflichtungen war die Vorbedingung der Gebietsvergrösserung. So entstand zwischen Rumänien und den Entente-Mächten der Pariser Sondervertrag, der die Volksminderheitsrechte der Minderheitsvölker Rumäniens und deren Freiheiten kraft des internationalen Rechtes vertraglich zusammenfasste.

Der Pariser Vertrag müsste eigentlich schon infolge seines grundlegenden Gedankens mehr der Volksminderheitsrechte für die Volksminderheiten Rumäniens enthalten, als die Volksminderheiten der österreichisch-ungarischen Monarchie genossen haben. Was für die Minderheiten eventuell ungünstig war in den ungarischen Gesetzen, das kann in dem Pariser Vertrag nicht mehr bestehen. So können die ungünstigen Paragraphen des Lex Apponyi den Paragrafen des Pariser Vertrages gegenüber nicht mehr fortbestehen.

Laut Artikel 9 des Pariser Vertrages „geniessen jene rumänischen Staatsbürger, die zu Rassen-, Religions- oder Sprachminderheit gehören, rechtlich und tatsächlich dieselbe Behandlung und dieselben Sicherheiten, wie die übrigen rumänischen Staatsbürger. Namentlich haben sie das gleiche Recht, auf ihre Kosten wohltätige, religiöse oder soziale Institutionen, Schulen und andere Erziehungsanstalten zu errichten, zu leiten und zu beaufsichtigen, mit der Berechtigung, dort ihre eigene Sprache frei zu gebrauchen und ihre Religion zu üben."

Demgemäss wurde in Paris den Sprachs- und Religions-Minderheiten in ihren Schulen totale und unbedingte Sprachgebrauchsfreiheit zugesichert. Das schliesst jedoch jeden Sprachszwang seitens der Regierung aus. Es schliesst aus, dass Anghelescu oder wer immer solch statariale Sprachverordnungen erlassen könne, wie er tatsächlich tat. Und dass dieser Vertragspunkt so zu verstehen ist, erhellt auch, jeden Zweifel ausschliessend aus den Bestimmungen des 10. Abschnittes. Laut Artikel 10 „wo Staatsbürger nichtrumänischer Sprache in bedeutender Verhältniszahl wohnen, wird die rumänische Regierung ... dafür sorgen, ... dass die Kinder solcher nichtrumänischer Staatsbürger in den Elementarschulen in ihrer eigenen Sprache unterrichtet werden. Diese Verfügung hindert die ru-

mänische Regierung nicht daran, in den erwähnten Schulen den Unterricht der rumänischen Sprache als obligat zu bestimmen." Das bedeutet, dass die Regierung für die Minderheiten dort, wo keine Schulen, eventuell konfessionelle, der eigenen Sprache sind, verpflichtet ist, entweder staatliche Schule mit Minderheitssprache zu errichten, oder eine Sektion mit Minderheitssprache und in diesen durch die Regierung errichteten Schulen kann sie den Unterricht der rumänischen Sprache als obligat vorschreiben. Offenbar machte der Pariser Vertrag hinsichtlich des Unterrichtes der rumänischen Sprache zwischen den, von Konfessionen unterhaltenen und seitens des Staates errichteten Schulen mit Minderheitssprache einen Unterschied, indem für Letztere, nämlich die staatlichen das Recht der rumänischen Regierung vorbehalten bleibt, den Unterricht der rumänischen Sprache anordnen zu können, den ersteren, das heisst den konfessionellen aber kein solches Recht gestattend. Diese Abschnitte sind den ewigen Gesetzen menschlichen Verstandes gemäss nicht anders zu verstehen.

Wenn es nicht so wäre und wenn der Pariser Vertrag die Sprachsminderheiten verpflichten wollte, in ihren Schulen die rumänische Sprache zu unterrichten, um wieviel wäre ihnen mehr Freiheit gegeben, als die gewesenen Minderheiten Ungarns genossen haben? Die ungarischen Gesetze haben doch auch diesen den Unterhalt von Schulen, ja sogar die Staatssubvention gesichert.

Der vergangene Weltkrieg schuf im Leben der Völker neue Situationen, er brachte neue Weltauffassung in der Rechtsordnung der Staaten zur Geltung. Alte Staatstheorien wurden zunichte, die pantheistische Staatsallmacht, wie Hegel sie ersann, ging dahin und so sehr sich auch in einigen Staaten der grossen und der kleinen Entente der überhitzte Chauvinismus reckt, versagt auch die auf die Rassenherrschaft der Mehrheit gebaute Idee des ausschliesslichen Nationalstaates. Die Mehrheit vermag sich nicht auf die Rassenherrschaft zu stützen, keine polyglotte Staatsregierung kann ihre Völker nach einem Schema behandeln.

Das Zeitalter ist vorbei, es musste vergehen, in dem zum Beispiel der deutsche Nationalstaat die Polen in Deutsche, der russische Zarismus in Russen ummodeln wollte. Heute muss das Prinzip des „cuique suum" „Jedem das Seine" im Leben

der Staaten geltend werden hinsichtlich der Minderheitsvölker und wer sich diesem widersetzt, der gerät mit der Logik der Ereignisse in Widerspruch, welche früher oder später Jeden hinwegfegen, der die Stimme der Zeit nicht verstehen will.

In dieser neuen Welt- und Staatsanschauung kann auch Rumänien nur so einen Kristallisationspunkt finden, wenn es mit den Minderheiten Verständigung sucht und findet, auf der Grundlage von deren gesetzlich, in alten Traditionen und infolge der Notwendigkeit geschichtlicher Entwicklung gesicherten Rechte.

Die Einigung der Rumänen aussprechende Karlsburger Resolution kam mit Einschluss der jahrhundertealten Autonomierechte der Siebenbürger Minderheiten zustande. Und inwiefern diese Resolution es Rumänien ermöglichte, die Herrschaft über die angeschlossenen Gebiete zu übernehmen, das wird die abgeklärte Geschichte uns zeigen. Diese Resolutionspunkte sicherten den Minderheiten volle kirchliche und Schulautonomie, deren wesentlicher Teil die autonome Bestimmung der Unterrichtssprache ist.

Obige, auf Rechtsatzungen und historisches Recht gebauten Ausführungen sind nicht bloss leere Worte, die die Druckerschwärze kaum überleben. Sie sind dem Gefühle von Millionen Minderheitsvölkern entsprungen, welche die Seelen solange erwärmen werden, als die Völker leben.

Auf dem Wege der Gedankenwelt der Völker wird die Staatsregierung sicherlich schneller zur Festigung des Staatslebens gelangen, als mit der säbelklirrenden Schulpolitik einiger übetriebenen Chauvinisten.

XIX.

Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung des siebenbürger röm. kath. Status, abgehalten am 14. Mai 1925.

Graf Gustav Karl Majláth, Bischof von Siebenbürgen eröffnete, nach Beendigung des heiligen Messopfers um 11 Uhr vormittags, im Festsaal des Obergymnasiums vor den, infolge der Wichtigkeit der zu besprechenden Angelegenheit zahlreich erschienenen Statusvertretern die Versammlung mit folgenden Worten:

Hochgeehrte Generalversammlung!

Es musste ein sehr gewichtiger Grund sein, der mich veranlasste, den Klerus und die Gläubigen meines siebenbürger Kirchendistriktes durch den Ausschuss in so ungewohnter und ausserordentlicher Zeit, um mich zu versammeln, damit auch sie die hohe Verantwortung und Besorgnis meines Oberhirtenherzens teilen, deren Last ich noch niemals so sehr fühlte, wie eben jetzt, da die Befürchtung uns droht, der unlängst mitgeteilte Schulgesetzentwurf werde durch eventuelles Inkrafttreten unsere Kirche ihres althergebrachten, fast seit tausend Jahren gesetzlich verbürgten Rechtes entblössen, ihre Kinder ihren eigenen Glaubensprinzipien gemäss erziehen und unterrichten zu können. Und dies in ihrer Muttersprache, damit die Kinder die Wahrheit, die sie begriffen haben, je mehr in ihre Herzen und in ihr Blut aufnehmen mögen.

Der gehütete Schatz unserer Kirche, die Bürgschaft unseres Fortbestehens, das Pfand für das irdische und überirdische Heil unserer Kinder: die konfessionelle Schule ist in ihrem Bestehen gefährdet.

Ach hier entbrannte der Kampf, ärger als je gegen die menschenrettende, aus dem Laster emporhebende, Herzen veredelnde und die ganze menschliche Gesellschaft beglückende Missionsarbeit der Kirche Christi. Dies ist die Verwirklichung des Programmes einer internationalen Strömung, deren erste Station die Verweltlichung der konfessionellen Schule ist, die auch uns bevorsteht, denn täglich wiederholen sich die Attentate gegen das Wirken unserer jahrhundertealten Schulen.

Nicht genug, dass unsere Professoren und Lehrer sich — sogar auch die ältesten und verdienstvollsten — erniedrigenden Prüfungen von unberechenbarem Resultat unterwerfen mussten. Nicht genug, dass unsere Schüler mit pädagogisch verwerflichen und übereilten Verordnungen überlastet und in ihrem Fortschritt behindert werden. Den Eltern wird die unerträgliche Last neuer und immer neuer Prüfungstaxen aufgebürdet, denn im Falle der Annahme des so lange Monate hindurch vor uns ängstlich verheimlichten Gesetzentwurfes werden wir der Willkür des Unterrichtsministers und hauptsächlich seiner Funktionäre ausgeliefert sein, die unter Nichtachtung jeglichen Rechtsgrundes, wann und auf welches Institut immer, das Todesurteil aussprechen können. Die Vorlage wurde noch nicht einmal zum Gesetz,

ihren Schatten wirft sie schon jetzt voraus: unsere Anstalten werden mit unbegründeten Rügen gestraft, ja bei Umgehung jeglicher Rüge wurde einfach das Schliessen derselben beim sogenannten permanenten Rat beantragt, der sich voraussichtlich zum folgsamen Vollstreckungswerkzeug des Unterrichtsministeriums herausstellen wird. Ich will diese traurige Tatsache mit einigen Beispielen unterstützen: in Schässburg wurde die vollkommen entsprechende röm. kath. Elementarschule gerügt, weil sie angeblich durch das Nichteinhalten des Nationalfeiertages gegen den Staat demonstrierte, obwohl sie nachweisbar den Feiertag einhielt, die Schule beflaggte und am Gottesdienst teilnahm. In Kajántó ist unsere Schule in ganz gutem Zustand, weil aber der Staat ein Schulgebäude benötigt, wird ihr das Sperren angedroht. Der aus der Opferbereitschaft der Bergwerksleute in Petrozsény aufrechterhaltenen segensreich wirkenden Knabenbürgerschule wurde das Öffentlichkeitsrecht genommen, ohne dass die Eltern und Schüler diese sehr grosse Belastung bedeutende Strafe irgendwie verdient hätten. In den rein katholischen und ungarischen Gemeinden des Komitates Csik, in Csikjenőfalva und Tusnád unterrichtet in den verstaatlichten Schulen ein griechisch-orientalischer und nur rumänisch sprechender Lehrer unsere katholischen Széklerkinder.

Alle Sorge und Angst der braven Eltern unserer katholischen Kinder vereint sich in meinem Herzen, wenn ich sehen soll, welch grossen moralischen Schaden die gewaltsame Vernichtung unserer Schulen nach sich zöge. Und nach den bei mir eingelaufenen amtlichen Schriften der letzten zwei Wochen zu urteilen, bestärkt sich die Absicht der Schulsperrung in trauriger Weise. Dies muss ich umsomehr betonen, als sooft ich dem Unterrichtsminister die Errichtung einer neuen katholischen Schule anmeldete, jedesmal die Antwort erhielt, bis zum Erscheinen des neuen partikularen Schulgesetzes erlaube er keine neue Schule, nur rein rumänische. Gleichzeitig aber schloss der Minister viele unserer Schulen ohne die Geburt des Gesetzes zu erwarten, welches laut Entwurf auch jene, bisher ministeriell gestatteten Schulen mit Öffentlichkeitsrecht sperrt, welche erst unlängst entstanden, bei mehreren Elementar- und Volksschulen leitete er die Schliessung ein. Ich gestehe, meine hochgeehrte Statusversammlung, ich hielt es nie für ein Unglück, wenn wir unseren Kindern fürs Leben keinen Reichtum und vornehme

Position im sozialen und politischen Leben mitgeben konnten, doch erfüllte es mich mit wohltuender Beruhigung, wenn wir ihnen auf den schweren, kampfreichen Lebensweg feste moralische Basis mitgeben konnten, welche sie nirgends so, wie in unseren konfessionellen Schulen bekommen können. Und wenn wir um uns herum das Wanken der moralischen Schutzmauern auf jedem Gebiete beobachten, stehen wir vor dem Gesetzentwurf des Unterrichtsministers mit schmerzlichem Erstaunen und fragen: warum beabsichtigt man die konfessionelle Schule, diesen grossen geistigen Schatz, die stützende Grundlage moralischer staatserhaltender Kraft so sehr zu lähmen?

Der Gesetzentwurf hat zur Unterstützung unserer geschwächten, ja erschöpften materiellen Kräfte kein Wort übrig, und wenn unsere Gläubigen als Ersatz für die berechtigterweise erwartete Staatssubvention mit ihren eigenen Gaben einigermassen ersetzen wollen, um unsere Professoren und Lehrer vor dem Hungertode zu bewahren, so wird an manchen Orten die Entrichtung der konfessionellen Schulsteuer vom Administrationspersonal mit Berufung auf die Regierungsverordnung untersagt.

Wir bitten die Regierung, in erster Reihe den Herrn Unterrichtsminister, hier in diesem Lande jene internationalen zerstörenden Ideen nicht aufkommen zu lassen, die sich gegen die Kirche Christi verschworen haben und den unerbittlichen Kampf gegen die konfessionelle Schule sich zum Ziele setzen.

Während wir den kalten Luftzug entfernter sittenverderbender, staatenumstürzender Stürme fühlen, soll der sein Vaterland leidenschaftlich liebende Kultusminister die helfende Rechte, die wir ihm zum Schutze des neuen Staates mittels unserer konfessionellen Schulen bieten, nicht zurückweisen, sondern verständnisvolles Wohlwollen unserer Schulen gegenüber an den Tag legen. Er muss doch einsehen, dass eben in diesen Schulen die Kraft des Glaubens, die Schönheit des sittlichen Lebens, die Liebe zum Vaterland, die Achtung vor dem Tron und dem Gesetz lebt.

Geehrte Generalversammlung! Unsere Besorgnis ist also nicht unbegründet, der wir Ausdruck durch diese ausserordentliche Zusammenkunft gaben. Denn der einzige Zweck dieser ungewohnten Generalversammlung ist: die Regierung und die ganze Welt solle sehen, nicht nur der Bischof allein ist dem

Gesetzentwurf des Unterrichtsministers gegenüber von arger Besorgnis erfüllt, auch seine geistlichen Brüder ebenso wie die Gläubigen seines ausgedehnten Kirchendistriktes jeden Ranges teilen seine Befürchtungen und werden Alles aufbieten, um das ungestörte Wirken unserer konfessionellen Schulen sichernd, unsere Änderungen durch die Regierung annehmen zu lassen und der Gesetzgebung eine solche Vorlage bieten, welche die gestörte Seelenruhe der Minderheiten wiederherstellen und sie zu trösten imstande sein wird.

Zu dieser unserer Absicht bat ich die Hilfe des tröstenden Heiligen Geistes und in dieser Hoffnung eröffne ich im Namen des Herrn Jesu, der das Heil unserer Jugend uns anvertraute und von uns Rechenschaft darüber verlangt, die heutige ausserordentliche Generalversammlung.

Bei der Tagesordnung las Prälat-Domherr Dr. Andreas Balázs den Text folgenden Antrages vor:

Hochgeehrte Statusversammlung!

Der schwere Gang der Zeiten lässt Denen, die das Los der Nationsminderheit tragen, in keiner Beziehung des täglichen Lebens Zeit zur Ruhe. Die Vorsehung setzte uns scheinbar die Aufgabe, tagtäglich mit schweren Kämpfen jenen Platz auszufechten, der unserer Kirche und unserer Rasse in der Lagerung der Völker nach dem Willen Gottes und der Weltordnung gebührt.

Das vergangene schwere Jahr überschüttete uns vonseiten der Staatsmacht in ununterbrochener Reihenfolge mit solchen Verfügungen, die unsere Arbeitskraft und Ausdauer auf die Probe stellen und uns Gelegenheit boten unwiderlegliche Beweise unseres starken, heiligen Willens zu liefern, dass wir auch in der heutigen geschichtlichen Konstellation unentwegt bei unseren Rechten und Institutionen ausharren wollen, um das zukünftige Wohl unserer Kirche und unseres Volkes zu sichern.

Die Schulverordnungen der Unterrichtsregierung sind bekannt, womit das Bestehen unserer Schulen, das Wirken unserer Oberbehörden gelähmt, unsere Lehranstalten in der Pflege unserer Muttersprache gehemmt werden sollten. Erst unlängst wurde das sogenannte Reifeprüfungsgesetz gebracht, welches wir nicht anders nennen können, als das Trachten, der heutigen Minderheitsgeneration den Weg zu den intellektuellen Laufbahnen zu versperren.

Wir sind leidende Subjekte einer solchen Schulpolitik,

welche im Namen der überall in der Welt ideell wie praktisch durchgefallenen Staatsallmacht, mit dem Schlagwort der Konsolidation und Vereinheitlichung den konfessionellen Schulen den Krieg erklärte, obzwar nach den Blutströmen des Weltkrieges in den meisten Staaten die Auffassung geltend wird, man müsse die Völker zur konfessionellen Erziehung zurückleiten, deren sicherstes Warmbeet die konfessionelle Schule ist.

Im Zeichen der alles rumänisieren wollenden Staatsallmacht erblickte auch der neueste Gesetzentwurf des Unterrichtsministers Anghelescu über die sogenannten Privatschulen das Tageslicht.

Dieser Gesetzentwurf sandte seinen Schatten schon lange durch die vorangegangenen Verfügungen voraus, deren unter polizeiliche Regeln zwingender Geist sich auch im neuen Gesetzentwurf siegreich behauptet und die wir mit ihrer doppelsinnigen, aber unzweifelhaft vernichtenden Absicht für unsere Schulen als verhängnisvoll betrachten müssen.

Zur vorherigen Besprechung des Entwurfes berief der Minister unseren Oberhirten mit den katholischen Abgeordneten und Senatoren gemeinsam am 29. April laufenden Jahres nach Bukarest, ohne ihnen die Zeit zu gehörigem Durchstudieren der Vorlage gelassen zu haben. Unser Oberhirt erbat sich Zeitaufschub, die ihm aber ntcht gewährt wurde, der Minister liess die Vorlage sofort mit der einberufenen Enquête verhandeln. Nachdem der Ernst der Beratung und die allseitige Diskussion hiemit im Vorhinein ausgeschlossen war, sahen sich unser Bischof und die Vertreter der übrigen Konfessionen gezwungen, die Beratung zu verlassen.

Nach diesen Vorerscheinungen gelangte der Gesetzentwurf mit geringen, fast unbedeutenden Änderungen am 9. dieses Monats vor den Senat, der sofort dessen dringende Verhandlung aussprach.

Nachdem der Gesetzentwurf uns in verlässlichem Text zur Verfügung stand, waren wir in der Lage, diesen vom Standpunkt unserer katholischen Schulen eingehendem Studium zu unterziehen. Diese Untersuchung brachte hinsichtlich des Fortbestehens der Schulen, sowie des Schulautonomierechtes und die bischöflichen Rechte mit inbegriffen, ein vernichtendes Resultat.

Der Gesetzentwurf trübt schon durch den Titel „Vom Privatunterricht" den Rechtsanspruch der konfessionellen Schulen.

Nur der Artikel 3 des Gesetzes lässt die Existenz Solcher zu, wo verkappt und recht undeutlich geschrieben steht, dass Privatschulen (particular) anerkannte Rechtspersonen entweder als Individuen, oder in kulturelle Gesellschaften, oder in Kirchengemeinden verbunden, gründen können.

Die Verfügungen der Gesetzvorlage:

a) machen die Gründung neuer konfessioneller Schulen fast unmöglich, da laut Abschnitt 2 des Artikels zur Erhaltung einer Schule in jeder Klasse je 10, in den Elementarschulen zusammen 30 Schüler[1] erforderlich sind, was bei Kirchengemeinden mit geringer Seelenzahl unmöglich ist. Überdies kann die Erlaubnis der Errichtung bei sehr schwierigen Bedingungen nur mit vorhergehender Erlaubnis des Ministers geschehen (siehe § 4, § 18), die Verleihung des Öffentlichkeitsrechtes hängt aber ausschliesslich vom Gutdünken des Ministers ab. (§ 62).

b) Die Gesetzvorlage konfisziert teilweise den Wirkungskreis unserer bestehenden Schulen, teilweise bringt sie dieselben mit so schwierigen Bedingungen in Zusammenhang, unter welchen jedwelche Schule in kurzer Zeit eingehen kann. Sämtliche Privatschulen müssen nämlich binnen 3 Monaten von der Verkündigung des Gesetzes an beim Minister beweisen, dass die Schulen den Anforderungen dieses Gesetzes entsprechen. (§ 107.) Diese Anforderungen bezüglich des Flächenmasses der Schulen (§ 18), der Schülerzahl (§ 2), rumänische Sprachkenntnisse, Wirkungsbefähigung der Lehrkräfte (§§ 15, 16), Erhaltungsquellen der Schule (§ 11), der Bezahlung etc. sind so schwer zu erfüllen, dass bei der bezeugten Voreingenommenheit der Behörden gegenüber unserer Schulen jede Schule leicht eingestellt werden kann. Diese Verfügungen bedrohen besonders das Dasein der nach dem 1. Dezember 1918 errichteten Schulen, auf welche sich besonders der Beweis obiger Anforderungen binnen 3 Monaten bezieht. Obwohl minder schwierig, aber beunruhigend für die schon vor 1. Dezember 1918 mit Öffentlichkeitsrecht bekleideten Schulen ist, dass sie binnen 3 Monaten beweisen müssen, schon vor 1. Dezember 1918 Öffentlichkeitsrecht besessen zu haben. (§ 110.)

c) Die Verfügungen des neuen Gesetzes bedrohen die un-

[1] Bei der Verhandlung der Gesetzvorlage wurde diese Zahl auf 20 gemildert.

garische Lehrsprache unserer Schulen im höchsten Grade und führen zu deren stufenweisem Verlust und zur vollen Rumänisierung unserer Schulen. Vier Gegenstände müssen in jeder Klasse rumänisch unterrichtet werden. (§ 39.) Dem Geist des Gesetzes nach ist der Unterricht nur in rumänischer Sprache obligat, der Gebrauch der Muttersprache in den Elementarschulen und Kindergärten ist bloss ermöglicht (§ 35). Diese Möglichkeit vereitelt aber der Gesetzentwurf selbst dadurch, dass bei Feststellung der Muttersprache der Kinder Doppelsinn obwaltet und dadurch, dass diese keinen eigenen Lehrplan haben können (§ 40) sozwar, dass mit dem Gebrauch des staatlichen Lehrplanes die Muttersprache auf das Minimum herabgedrückt wird. Ja sogar in den errichtbaren konfessionellen Kindergärten ist der Gebrauch der Muttersprache unterbrochen, da täglich eine Stunde Unterhaltung in rumänischer Sprache vorgeschrieben ist. (§ 47.) Wenn in solch einem Privatkindergarten Kinder rumänischer Herkunft sind, (oder nur eines), so geschieht der Unterricht in rumänischer Sprache. (§ 47.) Und da in den staatlichen Kindergärten als Beschäftigungssprache die rumänische gilt, ist die Muttersprache der ungarischen Kleinen und dadurch die Muttersprache der ganzen künftigen Generation in grösster Gefahr, besonders dann, wenn die Kirche neben den staatlichen Kindergärten nicht fähig sein wird, eigene Kindergärten in gehöriger Anzahl zu errichten und aufrechtzuhalten.

In den Mittelschulen ist der Gebrauch der Muttersprache ausser der Zweisprachigkeit ebenfalls dadurch verdrängt, dass die Aufnahmeprüfung in die V. Klasse und die Lehrgegenstände der Reifeprüfung fast ausschliesslich rumänisch sind.

In Privatschulen unter der Leitung von Ordensmitgliedern oder Kongregationen darf erst recht nur rumänisch unterrichtet werden. (§ 37.) Das bedeutet für den katholischen Mädchenunterricht, da die Mädchenmittelschulen fast alle, die Elementar-Mädchenschulen zumteil der Leitung von Ordensschwestern unterstellt sind, das totale Ausschalten der ungarischen Sprache. Auch für die ungarische Unterrichtssprache des klausenburger Obergymnasiums bedeutet dies Gefahr, da dort Piaristenprofessoren unterrichten.

d) Der Gesetzentwurf schliesst die autonomen resp. Oberbehörde-Rechte bezüglich der Leitung der Schulen fast gänzlich aus. Er unterwirft alle Privatschulen ministerieller Aufsicht

und Kontrolle, (§ 5), die Behörden korrespondieren mit diesen Schulen unmittelbar (§ 6), unterstellt die Schüler den staatl. Disziplinsregeln, macht die Schulvereine (also auch die religiösen Vereine) von ministerieller Genehmigung abhängig (§ 33), die Schüler der Elementarschulen sind verpflichtet vor staatlich ernannten Kommissionen Prüfung abzulegen, und zwar dort, wo eine staatliche Schule ist, bei Bezahlung von Prüfungstaxen. (§§ 51, 52, 53.) Die Professoren von Schulen ohne Öffentlichkeitsrecht sind dem Disziplinar-Wirkungskreis der kirchlichen Oberbehörde entzogen und dem Disziplinar Wirkungskreis des Ministers unterstellt. (§ 84.) Die Privatschüler sind aus den konfessionellen Schulen ausgeschlossen. (§§ 94–96.)

e) Der Entwurf hemmt die Erhaltungsquellen der Schulen, indem er die Annahme der Beisteuer ausländischer Glaubensbrüder von ministerieller Erlaubnis abhängig macht (§ 31), andererseits indem er unseren Lehrkräften mit den staatlichen übereinstimmende Bezahlung vorschreibt (§ 30), ohne für Staatssubvention zu sorgen.

Dies ist für unsere Schulen umso schwieriger, als unsere Gymnasien durch die Expropriation, der den Erhaltungsfond derselben darstellenden Güter, ihre hauptsächlichste Erhaltungsquelle verloren haben. Die Erhaltung der Elementarschulen ist wieder dadurch übermässig erschwert, dass die politischen Gemeinden verpflichtet sind, im Sinne des staatlichen Volksunterrichtsgesetzes (§§ 171, 174) die Errichtungs- und Erhaltungs kosten der staatlichen Schulen zu tragen, was die Komitats- und Gemeinde-Behörden schon mit übertriebenem Eifer mittels Besteuerung der Bewohner zu verwirklichen trachten.

Beschluss-Antrag. [1]

Nachdem die Generalversammlung des siebenbürger röm. kath. Status vom Standpunkt seiner Kirche die Anghelescu'-sche Gesetzvorlage über den „Privatunterricht", welche im Senat schon verhandelt wurde, überprüfte, *stellt sie einstimmig fest dass:*

1. Dieser Gesetzentwurf die auf der Kirche Christi ruhende

[1] Dieser Antrag ist samt den übrigen Punkten mit den an den Versammlungen der anderen Konfessionen (reformierten, unitarischen) vorgelegten und angenommenen Anträgen und Majestätsgesuchen übereinstimmend. Von diesem Antrage an ist der grössere Teil dieser Dokumente nicht vom Verfasser dieses Buches geschrieben.

Lehrsendung und ihr daraus entspringendes Schulrecht mit Füssen tritt und ihr die Erfüllung dieser Pflicht erschwert, behindert.

2. Durch staatlisches Monopol einer engeren, nationalen Erziehungs-Ideal-Kultur und dessen Aufzwingen auf alle Staatsbürger ist der einzelne Mensch verhindert als das Kind Gottes in brüderlicher Gemeinschaft der religiös-sittlichen Kultur zu dienen.

3. In Ermanglung des christlichen Ideals dient er gehässiger Gegnerschaft, der Gewaltmacht. Die Leitung der vorhandenen Schulen entnimmt er den Händen der schulerhaltenden Kirche und macht es der Kirche dadurch unmöglich die Erziehung in religiösem Geiste zu leiten.

4. Durch die Unterdrückung der Muttersprachs-Kultur wird den Minderheitskindern „die Seele gestohlen" (N. Iorga) und dadurch deren Treue zu unserer Kirche zu verkümmern getrachtet.

5. Zugleich mit der wirtschaftlichen Verarmung der Minderheiten deren kultureller Rückgang heraufbeschworen wird.

6. Übertritt er die in den Friedensverträgen verbürgten Minderheitsrechte, besonders die Artikel 9., 10., 11. des pariser Vertrages vom 9. Dezember 1919, und jenes Grundprinzip der karlsburger Beschlüsse, laut welchem die Kinder jedes Volkes in Rumänien durch ihren eigenen Lehrer in ihrer eigenen Muttersprache unterrichtet werden.

7. Konfisziert er die althergebrachte Schulautonomie unserer Kirche, welche sie auf Grund des in jahrhundertealten Gesetzen, namentlich in der Approbata Constitutio festgelegten Selbstbestimmungsrechtes beständig ausübte.

8. Lässt er der ministeriellen Willkür viele geheime und offene Wege frei, durch welche auch die milderen Verfügungen des Entwurfes entkräftet oder beiseitegeschoben werden können.

9. Entbehrt der Entwurf die gewünschte Gründlichkeit bei dessen gesetzgebender und verhandelnder Vorbereitung.

Auf Grund obiger Punkte spricht die Generalversammlung einstimmig aus:

a) Auf Errichtung und Erhaltung deren Leitung und Verwaltung katholischer Schulen, der daraufbezüglichen Autonomierechte, welche nicht nur die Gesetze, sondern auch der § 9

des pariser Sondervertrages unserer Kirche zusichert, besteht sie unentwegt.

b) Protestiert sie gegen den Privatunterrichts-Gesetzentwurf, der alle diese Rechte missachtend, eigentlich die Vernichtung der konfessionellen Schulen anstrebt. Dieser greift den ethischen Wert der uns anvertrauten Institutionen, die Freiheit unserer Kirche und unsere menschlichen Rechte im Grunde an. Eben darum und infolge der darin enthaltenen schwierigen Verfügungen, ferner wegen des staatlichen Volksschulgesetzes, sowie wegen der Verfügungen der Regierung betrachtet die Statusversammlung deren Durchführung für die Kirche als unmöglich.

c) Nimmt sie mit Genugtuung und Anerkennung zur Kenntnis, dass der Direktionsrat, vereint mit den übrigen ungarischen Konfessionen durch deren Präsidium die Aufmerksamkeit des Rates des Völkerbundes dringend auf jene Gefahren lenkte, welche die religiösen Minderheitsrechte unserer Kirche, besonders die, in den Artikeln 9., 10., 11. des pariser Sondervertrages verbürgten, mit Vernichtung bedrohen.

d) Wendet sie sich mit der hier vorgelegten und angenommenen Petition an die zwei Häuser der rumänischen Gesetzgebung und mit untertänigem Majestätsgesuch an den König.

e) Erteilt sie dem Direktionsrat die Weisung, auf Grund der Vaterlandsgesetze und der internationalen Verträge in gegebener Zeit und Weise Abhilfe für unsere Gravamen zu suchen, im Allgemeinen ebenso wie in einzelnen konkreten Fällen, auch beim Völkerbund.

f) Ermächtigt sie den Direktionsrat, zur Bekräftigung des Obigem, in geeigneter Zeit und Form einem Aufruf an die Völker der Welt zu richten, in erster Linie an unsere katholischen Mitgläubigen, ihnen die auf unsere Vernichtung abzielenden Bestrebungen darstellend und um Schutz dagegen bittend.

g) Sollte dieser Gesetzentwurf ohne wesentliche günstige Änderung zum Gesetz erhoben werden, so wird die Kirche die unverdienten Leiden zwar mit christlicher Demut tragen, doch nur solange, bis nicht das Gewissen ihr befiehlt, „eher Gott zu gehorchen, als den Menschen". (Tat. d. Apostel).

h) In diesem historischen Augenblick vergegenwärtigt sich die Versammlung besorgten Herzens das teuere Andenken der Leiden, Kämpfe und Opfer ihrer Väter und drückt ihre zuversichtliche Hoffnung aus, das ungarische Volk Christi, welches

nach Rumänien geriet, werde im Tragen der Leiden, wie im Opferbringen seiner Väter würdig sein und das Beispiel dessen liefern, wie es aus den Glauben an die göttliche Vorsehung Kraft und Ausdauer schöpft.

Gott möge uns beistehen!

Die Statusversammlung nimmt den mit allgemeinem Beifall oftmals unterbrochenen Antrag und den damit verbundenen Beschluss-Antrag mit einstimmiger Begeisterung zur Kenntnis und richtet an Seine Majestät den König folgendes Schreiben:

Königliche Majestät!

Mit untertäniger Ehrerbietung begeben wir uns vor den Tron Eurer Majestät und bitten, im Interesse der so sehr gewünschten Ruhe der Bevölkerung des Landes, der über alles wichtigen Konsolidation und des kulturellen Fortschrittes willen möge Eure Majestät mit königlichem Willen verhindern, dass dieser Gesetzentwurf, den die Regierung über den Privatunterricht vor die Gesetzgebung brachte, zum Gesetz erhoben werde.

Aussergewöhnliche Ursachen, unser nationales Bestehen, unsere althergebrachte Kultur bedrohende, entscheidende Initiativen bewegen uns dazu, vor dem Tron Schutz und Rechtsspruch, Verständnis und Gerechtigkeit zu suchen, zu hoffen und zu bitten.

Unsere Gesetzgebung enthält, obwohl wir ihrerseits auch bisher nicht das gehörige Verständnis für unsere nationale Kultur und unser Dasein erfuhren, in den Schulangelegenheiten und Gesetzen der letzten Jahre kein so verhängnisvolles, wie dieser Gesetzentwurf, der unsere Nationalität und nationale Kultur in ihren Lebenskräften angreift. Wenn dieser Entwurf zum Gesetz wird, so ist dadurch der Same ewigen Unfriedens und fortwährender Unruhe ausgestreut, welcher der Befriedung der Seelen und der Konsolidation des Staates, die wir nach besten Kräften anstreben und wünschen, im Wege stehen wird. Es kann nicht im Interesse des Staates liegen und heute kann es nicht mehr die künstliche Methode der Staatsregierung sein, solche Gesetze zu schaffen, welche dem allgemein menschlichen Fortschritt, den elementarsten Anforderungen des friedlichen Zusammenlebens der hier wohnenden Völker entgegenarbeitet. Und es kann nicht im Interesse des Staates liegen, solch ein Gesetz zu schaffen, welches einen, dem Schutze des Völkerbundes unterstellten Minderheitsvertrag gerade in seinen wesent-

lichsten Punkten offen und unverhüllt verletzt. Dieser Gesetzentwurf verletzt die rumänische Verfassung selbst, weil er mit den darin festgelegten Grundprinzipien der Allgemeinfreiheit entgegengesetzte Verfügungen ins Leben rufen will.

Er verletzt den Minderheitsvertrag, weil das darin verbürgte Recht, Schulen zu errichten und zu erhalten durch das beabsichtigte Erlaubnisverfahren total illusorisch gemacht wird und es schlankweg dem Wirkungskreis des Ministers überweist, ob er eine Schule zu errichten gestattet, oder untersagt.

Den Minderheitsvertrag verletzt jene Verfügung, welche verbietet, dass die Kinder der einen Minderheit die Schule der anderen Minderheit besuchen. Eine willkürliche und mit nichts zu begründende Verfügung ist, dass Ordensschulen und die Schulen von Schulkongregationen nur rumänische Unterrichtssprache haben können.

Der Irrtum des Entwurfes, welcher alle Fehler und Verstösse in sich vereint, für uns fundamentale und tötliche Gefahr birgt ist, dass er die auf diesem Gebiete jahrhundertalte Vergangenheit besitzende und hohe Verdienste erworbene alte konfessionelle Schule mit den Privatschulen in eine Reihe stellt und sie ihrer Autonomie total entblösst.

Der Entwurf will den Schulen zwei Unterrichtssprachen geben, wobei er ausspricht, rumänisch müsse unterrichtet werden: rumänische Sprach, Literatur, Geografie, Geschichte und Verfassungslehre Rumäniens. Dies ist der höchste und flagranteste Rechtsverstoss, denn der Minderheitsvertrag räumt der Regierung nicht einmal das Recht ein, in den Minderheitsschulen den Unterricht der rumänischen Sprache zu fordern, denn dies ist nur bezüglich der, für die Minderheiten errichteten Staatselementarschulen mit nichtrumänischer Unterrichtssprache erforderlich, bei anderen Schulen nicht. Zweierlei Unterrichtssprache ist also nicht zugelassen.

Eine unmögliche Verfügung des Gesetzentwurfes ist die, dass die Regierung einige gegenwärtig private in Staatsschulen umändern kann, wenn deren Erhalter oder die Bevölkerung dies bittet. Dies ist ein so gefährlicher Punkt, womit man sämtliche Minderheiten ihrer sämtlichen Schulen berauben kann, wenn nur die Bewohner es bitten. Wir kennen den Gang der Administration aus Beobachtung, wie die Willensäusserung des Volkes gelenkt, geleitet und geändert werden kann.

Offenkundiger Zweck der Vorlage ist, die konfessionellen Schulen unmöglich zu machen und zu erreichen, dass die Kinder der Minderheitsangehörigen auch ausschliesslich in den staatlichen Schulen Bildung und Erziehung erlangen sollten. Dieser Zweck wird dadurch verfolgt, dass einerseits die Errichtung neuer konfessioneller Schulen und die Tätigkeit der schon vorhandenen erschwert wird, andererseits werden die konfessionellen Schulen besuchenden Schüler denen gegenüber, die staatliche besuchen, in so nachteilige Lage versetzt, dass die Eltern der vielen, mit der Schulung verbundenen Nachteile müde werden und ihre Kinder in die Staatsschulen einschreiben lassen.

Der Gesetzentwurf verordnet, dass die Schuldirektionen mit den öffentlichen Behörden nicht auf dem Wege der konfessionellen Oberbehörden korrespondieren, sondern unmittelbar. Was bedeutet diese Verfügung in der Praxis? Soviel, dass die konfessionellen Schulen in Zukunft nicht von ihren Oberbehörden Weisungen bekommen, denen das Recht der Disposition, Aufsicht, Leitung und Kontrolle zusteht, sondern mit deren Umgehung von solchen Behörden, deren Verfügungsrecht sich nur auf die vom Staat erhaltenen Schulen beschränkt. Sie bedeutet die volle Vernichtung der während der Stürme vieler Jahrhunderte verschonten und aufrechterhaltenen kirchlichen Autonomie. Denn:

Der Gesetzentwurf nimmt die Bestimmung der Lehrsprache aus den Händen der kirchlichen Oberbehörden. Er erlaubt die Korrespondenz mit den Behörden nur in rumänischer Sprache. Er ordnet die Register, Kataloge, Matrikel ausschliesslich und obligat rumänisch zu führen an. Er nimmt den konfessionellen Schulen das Recht, Diplome auszustellen. Die von der konfessionellen Behörde festgestellte Unterrichtstaxe ist nur nach Genehmigung des Ministers giltig. Er ordnet die Schüler unter die selbe Disziplinregel, wie die der staatlichen Schulen. Private Mittelschulen können sich zwar eigenen Lehrplan feststellen, doch was hilft ihnen dieser, wenn ihre Schüler, die demgemäss gelernt haben, nicht das Recht zur Prüfung haben? Eine konfessionelle Schule kann Aufnahmeprüfungen für die V. Klasse nur für ihre eigenen Schüler abhalten. Die Matrikel sind in zwei Exemplaren auszustellen, das eine für das Inspektorat. Zeugnisse, welche zur Aufnahme in andere Schulen ausgefertigt werden, haben nur dann Giltigkeit, wenn sie auch der betreffende Inspektor unterschrieben hat.

Mit einem Worte ist das Recht der konfessionelle Schulen erhaltenden kirchlichen Oberbehörden zu verfügen, Aufsicht, Leitung, Kontrolle auszuüben als vernichtet zu betrachten und von Allem bleibt nichts übrig, als die materielle Last, die mit der Erhaltung der Schulen den Kirchen zufällt. Obzwar es kein Recht ohne Verpflichtung und keine Pflicht ohne Recht gibt.

Königliche Majestät! Geruhen unsere in Obigem umschriebene Klage Ihrer allerhöchsten Aufmerksamkeit zu würdigen und möge Eurer Majestät väterliches Herz den Schmerz nachfühlen, der uns bei dem blossen Gedanken durchdringt, dass dieser Gesetzentwurf zu Kraft erhoben wird. Diese Schulen sind 300—400 Jahre alt, manche davon sind schon im 16. Jahrhundert entstanden und seitdem üben sie ihre kulturverbreitende, seelenerhebende, veredelnde und segensreiche Tätigkeit aus. Was wir heute sind, dazu entwickelten wir uns unter der warmen und beglückenden Wirkung jener Alma Mater. Ausser unserem blossen Dasein verdanken wir jeden erhabenen Gedanken, jede edlere Regung unseres Willens, all unser geistiges und moralisches Sein diesen Instituten.

Wir bitten flehentlich, die Verkümmerung, das Zugrunderichten dieser Erziehungsanstalten nicht gestatten zu wollen, denn vom Auslande trüge das nachteilige und ungünstige Beurteilung ein, da dort Erziehungsanstalten mit so grosser Vergangenheit gehörig bewertet werden. Und im Inlande wäre der Beruhigung der Seelen, dem Fortschritt und der Hebung der Kultur, der Konsolidation des Landes hiemit kein Dienst getan.

Geruhen Eure Majestät der Regierung die Weisung zu geben, mit Zurückziehung dieses Gesetzentwurfes, einen neuen Entwurf vorzulegen, indem die schulerhaltenden kirchlichen Oberbehörden einbezogen, sie um ihre Meinung befragt und erhört werden.

In der Hoffnung, Eure Majestät werde mit väterlichem Herzen unsere untertänige Bitte erhören und Ihrer Regierung in diesem Sinne Weisung erteilen, verbleiben wir Eurer Majestät in untertäniger Treue ergeben

Klausenburg, den 14. Mai 1925.

Graf Gustav Karl Majláth
Bischof von Siebenbürgen, Präsident

Baron Gabriel Jósika
weltlicher Präsident

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipografia Husvéth şi Hoffer, Lugoj.